

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

Téléphone : 77-33-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

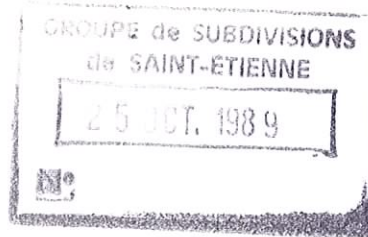
Poste Téléphonique intérieur

JV/MFEP à appeler : 4124

DOSSIER n° 16 639

Le

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur



VU la loi n° 70.575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives,

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée,

VU le décret du 20 juin 1915 réglementant la conservation, la vente et l'importation des substances explosives,

VU le décret du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée et du titre 1er de la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret n° 79.846 du 28 septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques,

VU l'arrêté du 1er décembre 1936 portant réglementation des dépôts d'artifices,

VU l'arrêté du 26 septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques,

VU la circulaire interministérielle du 8 mai 1981 concernant l'application de l'arrêté du 26 septembre 1980,

VU la circulaire interministérielle du 18 décembre 1987 concernant les dépôts et débits d'artifices de divertissement et de signalisation,

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1976 autorisant la Société des "Transports Rivoire et Fils" à installer en ZI de Verpillieux, rue de la Talaudière à Saint-Etienne, un dépôt de munitions de sûreté (cartouches de chasse), pour un nombre limité à 10 millions,

VU le récépissé de déclaration du 26 septembre 1986 délivré au titre de l'article 36 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, à la Société "Rivoire S.A. Transports", pour la détention d'un transformateur au PCB,

VU le récépissé de déclaration du 28 janvier 1988 délivré au titre de l'article 36 du décret du 21 septembre 1977 susvisé à cette même société pour l'exploitation d'entrepôts couverts à l'adresse susmentionnée,

.../...

VU la demande présentée par la dite société en vue d'être autorisée à exploiter à l'adresse précitée, un établissement de transport de marchandises avec entreposage de transit pour groupage et de stockage de cartouches de chasse et balles de tir,

VU les plans et autres documents annexés à cette demande,

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, en application de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et conformément aux dispositions des articles 6, 6 bis et 7 du décret du 21 septembre 1977,

VU les arrêtés préfectoraux des 23 juin et 22 septembre 1989 portant sursis à statuer,

VU les avis émis par :

- M. le Directeur régional de l'industrie et de la recherche, Inspecteur des installations classées dans son rapport de présentation au conseil départemental d'hygiène du 9 octobre 1989,
- M. le Directeur départemental de l'équipement le 21 avril 1989,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le 6 mars 1989,
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales le 19 mai 1989,
- M. le Directeur départemental de la protection civile, le 1er février 1989,
- M. l'Inspecteur du Travail du Ministère des Transports le 29 mars 1989,
- M. l'Inspecteur de l'armement pour les poudres et explosifs, le 21 avril 1989,
- M. le Maire de Roche-la-Molière le 31 mars 1989,
- Le conseil municipal de Saint-Etienne, au cours de sa séance du 10 avril 1989,
- le conseil municipal de la Talaudière au cours de sa séance du 7 avril 1989,
- le conseil municipal de Sorbiers au cours de sa séance du 3 mars 1989,
- le conseil municipal de Saint-Jean-Bonnefonds au cours de sa séance du 18 février 1989,
- le conseil municipal de l'Etrat au cours de sa séance du 23 mars 1989,
- le conseil municipal de la Tour-en-Jarez au cours de sa séance du 3 mars 1989,
- le conseil municipal de Villars au cours de sa séance du 6 Mars 1989,
- le conseil municipal de la Ricamarie au cours de sa séance du 14 avril 1989,
- le commissaire enquêteur
- le Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 17 octobre 1989,

CONSIDERANT que cette installation est soumise à autorisation et qu'il convient de lui imposer des prescriptions particulières,

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARTICLE I : INSTALLATIONS AUTORISEES

1. La **Société RIVOIRE TRANSPORT** est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE dans l'enceinte de son établissement situé Z.I. de Verpilleux - Rue de la Talaudière à **SAINT-ETIENNE** les installations suivantes :

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES ET DES STOCKAGES	RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Stockage de matières, produits ou substances toxiques ou explosibles en volume au moins égal à 500 m ³ dans des entrepôts couverts lorsque le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 50 000 m ³	Volume des marchandises stockées : 3 600 m ³ Volume de l'entrepôt : 42 560 m ³ + 10 200 m ³ 52 760 m ³	183 ter 1	A
Dépôt de poudres matières ou objets explosifs et autres produits explosifs quand la capacité du dépôt est supérieure à 500 kg	Dépôt contenant au maximum 47 tonnes de poudre	357	A
Atelier de charge d'accumulateur	P = 5,5 KW	3.1°	D
Dépôt de liquides inflammables	40 m ³ x 2 de G.O. enfoui	253	D
Installation de remplissage et distribution de liquide inflammable	5 m ³ /h	251 bis	D
Dépôt de matières plastiques alvéolaires et expansées	Volume de 50 m ³	272 bis	D
Composants, appareils et matériels imprégnés en exploitation de polychlorobiphényles	187 1	355	D
Dépôt de bois, cartons, papiers ou matériaux analogues	Quantité stockée maximum : 700 m ³ distance du bâtiment voisin de 40 m	81 bis	N.C

.../...

DESIGNATION DES INSTALLATIONS	VOLUME DES ACTIVITES ET DES STOCKAGES	RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Dépôt de caoutchouc - élastomères - polyurènes	Quantité stockée 15 m3 bâtiment situé à 40 m d'un tiers	98 bis	N.C
Installation de combustion	P = 250 th/h	153 bis	N.C
Dépôt de gaz combustible liquéfié	Poids 260 kg en bouteille	211 b 2°	N.C
Dépôt de liquide inflammable 23 m3 de fuel enfoui	2 à 3 m3 de pro- duits divers parmi lesquels des liqui- des de 1ère catégo- rie	253	N.C
Installation de compression fonctionnant à des pressions supérieurs à 1 bar	1 compresseur d'air fonctionnant entre 5 et 10 bars puissance : 4 kw	361	N.C

2. Cette autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté qui vaut également :

- . récépissé de déclaration pour les installations qui relèvent de ce régime ;
- . autorisation au titre de l'arrêté du 1er décembre 1936, du Ministre de l'Intérieur ;
- . agrément technique en application de l'article 4 du décret n° 71.754 du 10 septembre 1971 pris pour l'application de la loi n° 70.575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des substances explosives.

3. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, qui ont le même objet.

.../...

ARTICLE II : PRESCRIPTIONS GENERALES

1 - GENERALITES

1.1. - Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Commissaire de la République avec tous les éléments d'appréciation.

1.2. - Accident ou incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des Installations Classées n' a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

1.3. - Contrôles et analyses

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluante dans l'environnement.

1.4. - Enregistrements, rapports de contrôle et registre

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'Inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.5. - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

.../...

1.6. - Norme

En cas de modification de l'une des normes rendues applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera la substitution de cette dernière à celle de la norme précédente.

1.7. - Clôtures et gardiennage

Toutes dispositions seront prises pour interdire l'accès, sans autorisation, au public ou à des tiers des zones où sont exercées des activités classées.

1.8. - Voies de circulation

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté.

1.9. - Abandon de l'exploitation

Avant abandon de l'exploitation des installations visées par le présent arrêté, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'Article 1er de la Loi du 19 juillet 1976 (Article 34 du Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).

2 - BRUITS ET VIBRATIONS

2.1. - L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

2.2. - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

2.3. - Niveaux de bruit limite

Le niveau d'évaluation ne devra pas excéder, du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous (en dB(A)).

POINTS DE MESURE	JOUR	PERIODE INTERMEDIAIRE	NUIT
	7 h à 20 h	6h à 7h - 20h à 22h dimanches et jours fériés	22 h à 6 h
En limite de propriété	60 dB (A)	60 dB (A)	55 dB(A)

.../...

2.4. - Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, seront conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 modifié.

2.5. - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.6. - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratiles efficaces.

3 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1. - Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, à la conservation des bâtiments et monuments et aux caractères des sites.

Des dispositifs de captation et de désodorisation seront mis en place en cas de besoin.

3.2. - La forme des conduits d'évacuation à l'atmosphère, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

3.3. - Nonobstant les prescriptions particulières figurant le cas échéant à l'article III du présent arrêté :

- les générateurs de puissance inférieure à 75 kW sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (dont copie ci-jointe).

- les autres installations de combustion sont soumises aux dispositions de l'instruction du 24 novembre 1970 relative à la construction des cheminées.

4 - POLLUTION DES EAUX

4.1. - Réseaux de collecte

Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type séparatif.

.../...

Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage .

Le réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être par des liquides inflammables, devra comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le réseau de collecte des effluents devant, en temps normal, subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.

Un dispositif décanteur déshuileur avec système autobloquant et alarme, de dimension adaptée au débit à traiter, sera installé avant le point de rejet de l'établissement.

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits toxiques devront obligatoirement circuler en circuit fermé.

Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et les points de branchement, sera établi et régulièrement tenu à jour.

4.2. - Points de rejets

4.2.1. - Les eaux résiduaires seront évacuées dans le réseau public d'assainissement muni d'une station d'épuration ; une convention sera passée avec la commune pour l'acceptation de ces rejets dans le réseau communal.

4.2.2. - Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

4.3. - Qualité des effluents rejetés

- Les effluents devront être exempts :

- . de matières flottantes ;
- . de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- . de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, indirectement ou directement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ;
- . de substances capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement.

.../...

- Les effluents ne devront pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.

- Les effluents devront en outre respecter les valeurs limites fixées par le tableau suivant :

NATURE DES POLLUANTS	NORME DE MESURE	CONCENTRATION MOYENNE SUR 2H	FLUX DE POLLUTION
pH	NFT - 90.008	entre 5,5 et 8,5	
Température	NFT - 90.100	<30° C	
MEST	NFT - 90.105	500 mg/l	
DBO5	NFT - 90.103	500 mg/l	
DCO	NFT - 90.101	1 500 mg/l	
Hydrocarbures	NFT - 90.203	20 mg/l	

A part le lavage périodique des chariots élévateurs, l'utilisation de l'eau dans l'établissement sera réservée à des usages domestiques et sanitaires.

4.4. - Débit

Le rejet aura un débit inférieur en toutes circonstances aux valeurs ci-dessous :

- débit moyen journalier : 10 m³/j

4.5. - Contrôle des rejets

A la demande de l'Inspection des Installations Classées, l'exploitant sera tenu de faire procéder par un organisme habilité au contrôle des prescriptions prévues aux points 4.3 et 4.4. ci-dessus.

4.6. - Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.

A cet effet seront notamment prises les précautions suivantes :

4.6.1. - Les réservoirs fixes aériens de liquides inflammables ou polluants seront équipés de capacités de rétention étanches dont les parois devront :

- . résister à la poussée des produits éventuellement répandus ;
- . résister aux effets chimiques des produits stockés ;

.../...

- . présenter une stabilité au feu de degré 4 heures pour les stockages de liquides inflammables.

Le volume utile de ces capacités sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;
- . 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite.

4.6.2. - Les réservoirs enterrés de liquides inflammables ou polluants devront répondre à la définition des réservoirs en fosse ou assimilés au sens de l'instruction du 17 avril 1975 et respecter les dispositions de cette instruction (dont copie ci-jointe).

4.6.3 - Aire de lavage des véhicules

une aire de lavage revêtue sera établie : elle sera munie d'un décanter deshuileur. L'utilisation de l'eau à ce poste se fera à débit limité.

4.7. - Protection des eaux potables

4.7.1. - Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau potable.

4.7.2. - Les dispositifs utilisés dans ce but doivent être adaptés aux caractéristiques techniques.

4.7.3. - Le dispositif sera adapté aux caractéristiques des réseaux à équiper. Il sera installé dans un endroit accessible de façon à être à l'abri de toute possibilité d'immersion. Il sera maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Les rapports de vérifications seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.7.4. - Les dispositifs susceptibles de déborder seront implantés de façon à ne pas diluer les effluents en cas de dysfonctionnement.

4.7.5. - L'exploitant établira et tiendra à jour les plans et schémas de ces dispositifs et du réseau d'eau potable.

.../...

5 - DECHETS INDUSTRIELS

5.1. - Dispositions générales applicables à tous les déchets (inertes, banals et spéciaux).

5.1.1. - Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Il seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

5.1.2. - Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

5.1.3. - L'exploitant mettra en place un ou plusieurs parcs à déchets.

5.1.4. - Dans l'attente de leur élimination toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche ...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

5.1.5. - Des mesures efficaces de protection contre la pluie et de prévention des envols seront prises.

5.2. - Dispositions particulières applicables aux déchets spéciaux

5.2.1. - Identification

Les déchets industriels spéciaux au sens du décret n° 77-974 du 19 août 1977 produits par l'établissement feront, par type, l'objet d'une fiche d'identification. Celle-ci précisera notamment, le classement du déchet suivant la nomenclature nationale, les indications permettant son identification et toutes informations utiles à son élimination conformément aux dispositions de la loi du 15 juillet 1975 et de ses textes d'application.

Cette fiche sera communiquée à l'éliminateur et une copie en sera tenue à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

En cas de besoin, les éléments à reporter sur les fiches d'identification seront complétés ou réduits à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées ou avec son accord.

.../...

5.2.2. - Stockage

Les déchets pourront être conditionnés dans des fûts ou emballages vides ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve :

- . qu'il ne puisse y avoir de réaction dangereuse entre les déchets et les résidus que peut contenir le fût ou l'emballage.
- . que les fûts et emballages soient identifiés par les seules indications concernant les déchets qu'ils contiennent.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

5.2.3. - Elimination

Conformément à l'Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances, l'exploitant sera tenu d'émettre un bordereau de suivi selon le modèle figurant en annexe 2 de l'arrêté sus-visé (ci-jointe).

L'élimination de ces déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque opération :

- origine, composition, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination de ces déchets seront annexés au dit registre et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées à sa demande et dans les formes et délais qu'il fixera.

.../...

6 - SECURITE

6.1. - DISPOSITIONS GENERALES

6.1.1. - Conception

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

6.1.2. - Accès

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement .3,50 mètres
- rayons intérieurs de giration....12,00 mètres
- hauteur libre.....3,50 mètres
- résistance à la charge.....13,00 tonnes par essieu

6.1.3. - Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m² couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...) ;
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 12 B, 13 B ou installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.
- A moins de 200 m de l'établissement, un poteau incendie normalisé NFS 61-213 aux caractéristiques minimales suivantes :

- . Diamètre : 100 mm
- . Débit : 17 l/s
- . Pression : 1 bar

A défaut, l'exploitant devra aménager à proximité de ses ateliers une réserve d'eau de 120 m³.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant devra demander aux Services d'Incendie de vérifier les caractéristiques notamment en débit du poteau incendie situé à proximité.

.../...

6.1.4. - Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

6.1.5. - Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

L'alimentation électrique des matériels ne courant pas à la sécurité sera coupée en dehors des heures d'exploitation

6.1.6. - Vérifications périodiques

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent .

6.1.7. - Formation du personnel

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple, manipulation de liquides inflammables ou de produits toxiques).

6.2. - ZONES PRESENTANT DES RISQUES D'INCENDIE

Les prescriptions 6.2.2. à 6.2.7. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'incendie et, le cas échéant, dans les zones présentant des risques d'explosion.

6.2.1. - Définition

Les zones présentant des risques d'incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement et la sécurité.

6.2.2. - Délimitation

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

.../...

6.2.3. - Isolement par rapport aux tiers

Les zones présentant des risques d'incendie seront isolées des constructions voisines appartenant à des tiers par un dispositif coupe-feu de degré deux heures constitué :

- . soit par un mur plein dépassant la couverture la plus élevée ;
- . soit par un espace libre d'au moins 8 mètres.

6.2.4. - Comportement au feu des structures métalliques

Les éléments porteurs de structures métalliques devront être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction sera susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou pourra compromettre les conditions d'intervention .

6.2.5. - Dégagements

Les portes s'ouvriront dans le sens de la sortie. Les dégagements devront être répartis de telle façon que ne subsiste, compte tenu des recoupements intérieurs, aucun cul de sac supérieur à 20 mètres ni aucun point distant de plus de 40 mètres d'une issue protégée ou donnant sur l'extérieur.

Les locaux particulièrement dangereux ne seront pas implantés en cul de sac .

6.2.6. - Désenfumage

Le désenfumage des locaux, devra pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés devra pouvoir se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

.../...

Ces dispositifs d'ouverture devront toujours demeurer accessibles.

Toute modification importante de l'entrepôt sera mise à profit pour le rendre conforme sur ce point.

6.2.7. - Flammes et étincelles

Dans ces zones, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc...)

Cependant, lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans ces zones.

6.3. - ZONES PRESENTANT DES RISQUES D'EXPLOSION

Les prescriptions 6.3.2. à 6.3.8. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'explosion.

.../...

6.3.1. - Définition

Les zones présentant des risques d'explosion sont constituées de volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître en raison de la nature des substances stockées mises en oeuvre ou produites dans ces zones.

6.3.2. - Délimitation

L'exploitant établira et tiendra à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'explosion .

Ces zones seront, autant que possible, clairement délimitées et matérialisées sur le terrain.

6.3.3. - Sécurité incendie

Les dispositions du § 6.2. ci-dessus sont applicables aux zones présentant des risques d'explosion.

6.3.4. - Conception générale des bâtiments

Les bâtiments et installations seront conçus et situés de façon à limiter les effets d'une explosion et en particulier éviter des projections à l'extérieur de l'établissement.

.../...

6.3.5. - Matériel électrique

Dans les zones présentant des risques d'explosion, les installations électriques seront réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

- Le matériel électrique sera conforme aux dispositions des Articles 2,3 et 4 de l'Arrêté Ministériel du 31 mars 1980.
- le matériel électrique qui était déjà en service le 31 décembre 1980 doit être protégé par enveloppe antidéflagrante ou par surpression interne et doit être conforme à un type ayant reçu un arrêté d'agrément en application du décret n° 60-25 du 28 mars 1960.
- Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état.
- Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée, dans les délais les plus brefs.

6.3.6. - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc...) seront reliées à une prise de terre conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles. Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe ci-dessus sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

.../...

6.3.7. - Feux nus

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (J.O. du 31 décembre 1972 et du 23 janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant lorsque les travaux nécessitant la mise en oeuvre de feux nus doivent y être entrepris, il feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux .

L'interdiction permanente de fumer, ou d'approcher avec un feu nu, devra être affichée dans ces zones.

6.3.8. - Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité seront ventilés convenablement et de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs.

ARTICLE III - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

1 - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

1.1. - Les conditions de charge des accumulateurs devront respecter les prescriptions types ci-jointes relatives à la rubrique 3-1er.

1.2. - la charge des accumulateurs dans les ateliers se fera de nuit hors de la présence du personnel habituel desdits ateliers.

2 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

2.1. - les installations de combustion sont soumises aux prescriptions types ci-jointes relatives à la rubrique n° 153 bis.

3 - DEPOTS DE LIQUIDES ET GAZ INFLAMMABLES ET EMPLOI

3.1. - les dépôts de liquides inflammables sont soumis aux prescriptions types ci-jointes relatives à la rubrique n° 253.

3.2. - le dépôt de propane est soumis aux prescriptions types ci-jointes relatives à la rubrique n° 211.

.../...

4 - TRANSFORMATEURS AU P.C.B

4.1. - Le transformateur au PCB bénéficie de l'antériorité. Il devra respecter les mesures prévues dans l'arrêté type relatif à la rubrique n° 355 ci-joint (cf titre II § b : cas des installations existantes).

5 - ENTREPOT DE MARCHANDISES

Toute modification de l'entrepôt sera mise à profit, pour le rendre conforme en particulier aux chapitres III "Construction et aménagement" et IV "Equipements" de l'Instruction technique annexée à la circulaire du 4 février 1987 relative aux entrepôts. (copie ci-jointe).

Les prescriptions des chapitres V "Exploitations," VI "Prévention des risques de pollution" et VII Dispositions diverses" de l'instruction précitée sont applicables.

6 - DEPOT DE CARTOUCHES DE CHASSE ET DE TIR

Ce dépôt est réglementé et devra respecter les textes législatifs suivants :

- décret du 15 juin 1915 réglementant la conservation, la vente et l'importation des substances explosives ;

- décret n° 79.846 du 28 septembre 1979 règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels il sont soumis dans les établissements pyrotechniques ;

- arrêté du 1er décembre 1936 portant réglementation des dépôts d'artifices ;

- arrêté du 26 septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechnique ;

- circulaire du 8 mai 1981 relative à l'application de l'arrêté du 26 septembre 1980.

.../...

6.1. - Registre

Un registre d'entrée-sortie de produits explosifs (cartouches) doit être tenu pour le dépôt.

L'importance du stock doit être indiquée à la fin de chaque journée ayant donné lieu à entrée ou sortie de produits explosifs.

6.2. - Prescriptions générales

a) Le dépôt ne doit contenir que des produits explosifs à l'exclusion d'autres produits dangereux. Tous les produits entreposés doivent appartenir à la classe de stockage 1.4.S. Les justifications de ce classement devront être exigées pour les cartouches à balle chargées de 2 g et 2,2 g de poudre.

Il est interdit d'introduire des objets qui ne sont pas nécessaires au service du dépôt notamment ceux présentant un risque d'amorçage des produits explosifs.

b) Les produits explosifs doivent être conservés en emballages de transport, emballages dits de sûreté.

Les caisses de cartouches ne doivent pas être ouvertes

c) Lorsque des travaux de réparation sont à effectuer dans un dépôt, les produits explosifs doivent préalablement en être retirés, puis le sol ou le plancher et les parois du dépôt doivent être soigneusement nettoyés.

.../...

Lorsque les travaux de réparation ne sont soumis à aucune autre réglementation relative aux produits explosifs, le service chargé du contrôle de l'installation pourra accorder une dérogation à l'obligation de vider complètement le dépôt au vu d'une consigne établie par le titulaire de l'autorisation d'exploiter.

d) Une consigne signée de l'exploitant doit être affichée dans chaque compartiment du dépôt. Elle indique la nature et les quantités maximales de matières conservées. Elle prescrit de maintenir la porte du dépôt fermée à clé en dehors des ouvertures nécessaires pour le service et interdit de fumer ou de faire du feu dans le local et de laisser s'accumuler des matières facilement inflammables. Elle devra être conforme aux dispositions des articles 6, 7 et 8 du décret n° 79-846.

e) L'accès du dépôt est réservé au personnel qui l'exploite et aux personnes autorisées par la Réglementation du Travail ou par le titulaire du dépôt, et aux Membres de l'Administration chargés du contrôle.

f) L'intérieur du dépôt doit être maintenu dans un état constant de propreté et de propreté.

6.3. Constitution du dépôt

Le dépôt superficiel doit être construit en matériaux choisis et disposés de façon à réduire le danger des projections à distance en cas d'explosion, compte tenu des protections naturelles et artificielles présentées dans l'étude de sécurité.

.../...

6.4. - Aménagement et fonctionnement du dépôt

Aménagement du dépôt

a) Les chambres du dépôt et les passages leur donnant accès doivent avoir des dimensions et une disposition facilitant l'évacuation rapide du personnel et limitant les risques de chocs dus à la circulation des engins de manutention.

On disposera à proximité du dépôt d'un poteau incendie normalisé.

Chaque cellule de stockage sera en outre équipée :

- de 2 extincteurs à poudre type 55 b à proximité des issues ;
- d'un système R I A (robinet d'incendie armé).

Le dépôt ne sera pas chauffé.

b) Lorsque les portes ne sont pas coulissantes, elles doivent s'ouvrir vers l'extérieur. Les issues de secours doivent être conformes aux dispositions de l'article 20 du décret n° 79-846, leur nombre doit être déterminé suivant les règles de ce même décret.

c) Les seules opérations effectuées dans le dépôt seront le stockage et le déstockage de caisses de cartouches.

Installations électriques - Eclairages et dispositifs divers :

a) les appareils d'éclairage portatifs doivent être alimentés par des piles sèches ou des accumulateurs d'une tension au plus égale à 24 volts.

b) L'installation électrique devra être conforme au décret du 14 novembre 1962. Le matériel d'éclairage électrique devra être de "sécurité".

c) L'installation électrique sera contrôlée au minimum tous les ans par un organisme agréé.

.../...

d) Protection contre la chaleur

La construction du dépôt devra être telle que tout effet d'échauffement insolite provenant du rayonnement solaire ou de toute autre source ne développe pas dans le dépôt une température supérieure à celle fixée en fonction du type de produit conservé.

e) Protection contre l'eau et l'humidité - Aération :

Un dépôt doit être aménagé de telle façon que ne puissent faire irruption des eaux de toute origine. Leur écoulement doit être assuré et au besoin le sol et les parois du dépôt doivent être recouverts d'un enduit imperméable.

Le dépôt doit être convenablement aéré, mais les orifices d'aérage doivent être disposés de façon à ne pas permettre l'introduction dans le dépôt de substances capables de faire réagir les produits explosifs.

Moyens de manutention des produits explosifs :

Concurremment aux dispositifs de manutention à main, les dispositifs à moteur ci-après peuvent être utilisés pour le transport des produits explosifs dans leur emballage à l'intérieur des dépôts :

- engins mobiles à moteur ou à moteur Diesel.

Ces moyens de manutention doivent être autorisés par arrêté du Ministre de l'Industrie.

La manutention par des engins à moteur ou à mains ne permettant pas au conducteur de voir la voie devant le chargement, ne peut avoir lieu que sur sol uni ou plan et à l'intérieur du local de conservation du dépôt.

Dans le dépôt, la mise sur palettes des caisses doit être faite à la main et l'empilage doit être stable.

Si un seul type de chariot-élévateur est autorisé pour la manutention des produits explosifs, il lui sera apposé des marques parfaitement visibles afin d'éviter toute confusion. Les locaux de stockage des cartouches ne devront pas être utilisés pour parquer le chariot-élévateur.

6.5 - Zone de protection

Dans une zone de 25 mètres autour du dépôt, il est interdit de laisser s'accumuler de l'herbe sèche et des matières facilement inflammables. Il est interdit d'y faire du feu, d'y fumer. Le stockage de tout liquide ou gaz inflammable est en particulier interdit. Cette zone sera matérialisée par une clôture de 2 m de hauteur avec portails munis de serrure de sûreté.

.../...

6.6 - Conservation des produits explosifs

Les emballages renfermant des produits explosifs doivent être empilés de façon stable. Les piles ainsi constituées ne doivent pas s'élever à une hauteur totale de plus de 2,3 mètres au-dessus du sol ou du plancher lorsqu'elles sont formées à la main et de plus de 3 mètres lorsque des moyens mécaniques sont utilisés et lorsque cette hauteur est compatible avec les limitations de densité de chargement.

L'empilage ne doit pas provoquer d'écrasement notable des emballages.

Les emballages renfermant des produits explosifs ne doivent pas être jetés, trainés, ni renversés.

6.7 - Manutention et manipulation

La manutention des emballages et la manipulation des produits explosifs ne doivent être confiées qu'à des personnes expérimentées et nominativement désignées par le préposé responsable du dépôt avec l'approbation de la personne habilitée à exploiter le dépôt ou de son délégué. Ces opérations ont lieu conformément à une consigne de l'exploitant, affichée à l'intérieur du dépôt. Cette consigne prescrit, lorsque le dépôt est occupé, de maintenir celle-ci ouverte pendant les opérations et quand il y a du personnel à l'intérieur.

Des emplacements doivent être prévus pour recevoir les caissons et wagons chargés de cartouches qui ne pourraient être déchargés immédiatement après leur arrivée.

6.8 - Protection des dépôts contre les vols

Afin de prévenir les vols et détournements de produits explosifs, les mesures suivantes seront prises :

- Chaque porte du dépôt de cartouches sera munie d'une alarme reliée au poste de gardiennage ;
- Les portes de ces installations seront de construction solide et munies d'une serrure de sûreté ;
- La mise en place d'une clôture défensive en grillage, d'une hauteur minimale de deux mètres autour de l'enceinte ;
- Un gardiennage permanent du dépôt sera assuré. Le gardien devra avoir à sa disposition un poste téléphonique et devra pouvoir actionner depuis son poste de gardiennage un éclairage violent du dépôt.

ARTICLE 4 : L'arrêté d'autorisation cesse de produire ses effets lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives. Passé ce délai, la présente autorisation serait considérée comme nulle et non avenue ; en aucun cas l'installation ne pourra fonctionner avant qu'aient été prises toutes les mesures imposées par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 6 : Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

ARTICLE 7 : Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont formellement réservés.

ARTICLE 9 La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposés par d'autres lois ou règlements.

ARTICLE 10 : Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'installations aux soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 11 : M. le Secrétaire Général de la Région, M. le Directeur régional de l'industrie et de la recherche, Inspecteur des installations classées, M. le Maire de Saint-Etienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie. Il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité. Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Fait à Saint-Etienne, le

23 OCT. 1989

Pour le Préfet,
Le secrétaire Général

C. PIERRET

ANNEXE 2 DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 4 JANVIER 1985

MINISTERE CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

Bordereau de suivi de déchets industriels

A. - PRODUCTEUR			
RAISON SOCIALE Adresse Téléphone Telex Responsable N° SIRET	Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessous, par les matières sont adjointes au transport selon les dispositions du règlement du 15-04-1985 et que notamment les conditions exigées pour le conditionnement et l'emballage ont été remplies. Date de remise au transport VISA		
		(2) Quantité remise au transport <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>	
DESIGNATION DU DECHET	Code nomenclature (2) <div style="text-align: center;">C I A</div>	(1) Nom de la matière d'assimilation	(1) N° de groupe
CONSTANCE DU DECHET <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Solide </div> <div> <input type="checkbox"/> Blocs <input type="checkbox"/> Granules ou poudre </div> <div> <input type="checkbox"/> Boue </div> <div> <input type="checkbox"/> Pompage <input type="checkbox"/> Pompage chauffée <input type="checkbox"/> Pétrole </div> <div> <input type="checkbox"/> Liquide </div> </div>			
TRANSPORT EN <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Fûts nombre </div> <div> <input type="checkbox"/> Benne </div> <div> <input type="checkbox"/> Citerne </div> <div> <input type="checkbox"/> Autre Préciser </div> <div> <input type="checkbox"/> Bombonne nombre </div> </div>			
ELIMINATION FINALE DU DECHET		Installation prévue Adresse	
		N° du certificat d'acceptation préalable	
B. - COLLECTEUR - TRANSPORTEUR			
RAISON SOCIALE Adresse Téléphone N° SIRET	Ayant pris connaissance des indications ci-dessus Date VISA	STOCKAGE Lieu N°	Quantité transportée <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>
C. - CENTRE DE TRAITEMENT			
RAISON SOCIALE Adresse Téléphone Telex Responsable N° SIRET	Refus de prise en charge le Motifs VISA	Déchets pris en charge le En vue de l'opération désignée ci-dessous VISA	
		Quantité reçue <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>	
OPERATION PREVUE SUR LE DECHET <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Valorisation <input type="checkbox"/> Incinération </div> <div> <input type="checkbox"/> Detoxication <input type="checkbox"/> Mise en décharge </div> <div> <input type="checkbox"/> Autre </div> <div> <input type="checkbox"/> Regroupement <input type="checkbox"/> Prétraitement </div> </div>			
En cas de regroupement N° de cuve Destination finale du déchet		En cas de prétraitement Description du prétraitement Destination finale du déchet	

(1) Au titre du R.T.M.D.

(2) Selon la nomenclature établie par le ministère de l'environnement.